

**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025 A 9H30**

N° 25 12 27

Rapporteur : Ousmane NDIAYE

AFFAIRES GÉNÉRALES

FINANCES

Taxis - Taxe annuelle d'autorisation d'exploiter

Montant au 1^{er} janvier 2026

. Adoption

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le treize décembre à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le cinq décembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Sylvie BUREL, 1^{ère} Adjointe au Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

PRÉSENTS : Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELLENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL, M. José GUTIERREZ (à partir du point n° 25 12 33).

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Mme Christine MOREL à Mme Sylvie BUREL, M. Anthony DE VRIES à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Gilles DON SIMONI.

ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION : M. José GUTIERREZ (jusqu'au point n° 25 12 32), Mme Yvette ROMÉRO, Mme Élise ROGER, M. Samuel LEROY.

ABSENTS : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy ÉVRARD, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

Conseillers Municipaux :

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 12 33
Présents	16	17
Procurations	5	5
Absents excusés	4	3
Absents	4	4
Votants	21	22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20251213-2512-27-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/12/2025
Publication : 16/12/2025

Mesdames, Messieurs,

Par arrêté du 12 avril 1963, Monsieur le Préfet a fixé, pour notre commune, à deux le nombre maximum de taxis autorisés à stationner et à charger dans les limites du Département de la Seine-Maritime.

Dans ce cadre, il est établi une taxe annuelle sur les autorisations d'exploiter un service de taxi dont le tarif est fixé annuellement par la Ville et par véhicule autorisé.

Après échanges avec les artisans taxis harfleurais, il s'avère qu'une évolution importante de leurs pratiques professionnelles conduit à une utilisation de plus en plus limitée des places réservées. En effet, les artisans taxis opérant sur notre commune sont de plus en plus souvent requis pour des missions de transports planifiées (transport médical ou Filbus).

De plus, nos artisans taxis opèrent de manière conjointe sur les territoires d'Harfleur et de Gonfreville l'Orcher. En 2022, il a donc été décidé de mettre en place une convergence de tarif avec celui pratiqué par Gonfreville l'Orcher. Ainsi en 2024, nous avons fixés conjointement cette taxe à 63,56 €.

Aujourd'hui, la Ville de Gonfreville l'Orcher souhaite augmenter cette taxe de 2 % à compter du 1^{er} janvier 2026. Je vous propose donc de fixer notre taxe au même montant soit 64,83 €.

En conséquence, et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-3 et L. 2331-4,

VU l'avis du Bureau Municipal du 1^{er} décembre 2025,

- **décide de relever à compter du 1^{er} janvier 2026 la taxe annuelle sur les autorisations d'exploiter un service de taxis sur Harfleur, et de fixer ce montant pour chaque taxi à la somme de 64,83 €, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2025.**

Inscription budgétaire :
Compte : 70328 - Fonction : 845

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité
les conclusions de ce rapport.
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués
Pour extrait certifié conforme
Le Maire et par délégation
Sylvie BUREL
1^{ère} Adjointe au Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication